

DELIBERATION

Séance du 24 septembre 2014 à 18 heures
Sous la présidence de M. Antoine AUDI, maire

SG/LR
**AUTORISATION ET
DEMANDE DE
SUBVENTION POUR
L'INSTALLATION D'UN
DISPOSITIF DE
VIDÉOPROTECTION SUR
LA COMMUNE DE
PÉRIGUEUX**

Etaient présents : M. AUDI Maire, M. MOSSION 1er Maire-adjoint, Mme DARTENCET 2^{ème} adjoint, M. ROUQUIÉ 3^{ème} adjoint, Mme MAYAUD 4^{ème} adjoint, M. DUNOYER 5^{ème} adjoint, M. KHAIRALLAH 7^{ème} adjoint, Mme RAT 8^{ème} adjoint, M. CIPierre 9^{ème} adjoint, Mme DATRIER 10^{ème} adjoint, M. TENAILLON, M. BAZIN, M. COUDERC, Mme LEON, Mme PERIER, Mme TRARIEUX, Mme GUEGUIN, Mme BORAS, Mme HANOU, M. THIAM, M. MACARY, M. DUVAL, Mme TOULAT, M. JARDRY, Mme MAXHEIM-MALARD, M. AURO, M. BOURGEOIS, Mme DOAT, M. BARBANCEY, M. GIRADEL, M. LE VACON, Mme MOULENES, Mme LABAILS formant la majorité des membres en exercice

Absents, excusés : Mme PERRAUD-DAUSSE 6^{ème} adjoint (mandataire M. KHAIRALLAH), M. MOYRAND (mandataire Mme LABAILS)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU l'avis de la Commission des Affaires Economiques et Financières du 15 septembre 2014;
CONSIDERANT le rapport présenté par Monsieur Laurent MOSSION, maire adjoint ;

« La commune dans le cadre de sa politique de prévention souhaite la mise en place d'un plan d'ensemble de sécurité qui, outre les actions déjà menées, poursuit de nouveaux objectifs parmi lesquels le déploiement dans la ville d'un dispositif de vidéoprotection.

Dans le cadre de sa politique de prévention de la délinquance, elle entend ainsi lutter plus efficacement contre la délinquance touchant directement la population et sécuriser certains lieux particulièrement exposés.

A la demande de Monsieur le Maire, un diagnostic de sécurité a été réalisé par le référent sûreté à partir de l'exploitation de statistiques sur l'insécurité et la délinquance. Statistiques provenant des Polices Nationale et Municipale et des services de la ville. (Coût enlèvement des tags...).

La société ONET sécurité a été retenue afin de réaliser une étude sur l'implantation du dispositif de vidéoprotection sur la commune en prenant en compte les préconisations du diagnostic de sécurité, les attentes de la municipalité, les contraintes techniques et législatives.

Ce déploiement s'effectuera en plusieurs phases :

Phase 1 : la mise en place de caméras dans des lieux particulièrement sensibles et urgents à traiter.

Les phases suivantes traiteront le déploiement du dispositif sur d'autres secteurs

Cette première phase est composée d'environ 20 caméras pour un budget prévisionnel de 300 000 €.

L'article 5 de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance a créé le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) destiné à favoriser le développement des politiques locales de prévention de la délinquance.

Au titre de ce fonds, la commune peut prétendre à un financement pour la mise en place de ce système de vidéoprotection.

Par la mise en place de la vidéoprotection la Ville de Périgueux entend assumer son rôle en matière de prévention, de lutte contre la délinquance et de tranquillité publique. »

- LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE -

Article 1 : d'autoriser Monsieur le Maire à déposer une demande d'autorisation auprès de la Préfecture d'un dispositif de vidéoprotection sur la Commune de Périgueux pour la phase 1.

Article 2° : de solliciter le concours des différents financeurs possibles en particulier le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance pour la phase 1.

Le Maire,

Antoine AUDI



Délibération publiée le :
26 septembre 2014